

Principes directeurs

des Projets en langue française à l'extérieur du Québec

2009-2010



Canadian Television Fund
Fonds canadien de télévision

TABLE DES MATIÈRES

1. Présentation du Fonds canadien de télévision	3
2. Fonctionnement du volet des Projets en langue française à l'extérieur du Québec	4
2.1 Introduction	4
2.1.1 Aide au développement	4
2.2 Nature de la participation financière	5
2.3 Montant de la participation financière	5
2.3.1 Contribution du FCT	5
2.3.1.1 Combinaison de fonds provenant des volets des PLFEQ et de l'ERT	6
2.3.2 Dépenses admissibles	6
2.3.2.1 Transactions entre parties apparentées	6
2.3.2.2 Assurance et protection d'achèvement	7
2.3.2.3 Doublage et sous-titrage	7
2.3.2.4 Dépenses liées à la commercialisation	7
2.3.2.5 Projets multiplateformes	7
2.3.2.6 Dramatiques et émissions pilotes	7
2.4 Évaluation des projets dans le processus sélectif	7
3. Admissibilité au financement	9
3.1 Requérants admissibles	9
3.1.1 Sociétés de production	9
3.2 Projets admissibles	10
3.2.1 Exigences fondamentales	10
3.2.1.1 Coproductions internationales en vertu d'accords officiels	10
3.2.2 Genres	11
3.2.4 Exigences techniques	12
3.2.5 Exigences et conditions en matière de droits de diffusion	12
3.2.5.1 Exigences-seuil en matière de droits de diffusion	13
3.2.5.2 Droits supplémentaires	14
3.2.5.3 Durée des droits de diffusion	16
4. Conformité et déclarations	17
4.1 Présentation des documents	17
4.2 Non-conformité aux Principes directeurs	17
4.3 Fausse déclaration	17
5. Présentation des demandes	18

Interprétation, application, avis de non-responsabilité et autres renseignements importants :

Les Principes directeurs sont communiqués à titre de renseignement et par commodité aux requérants (tels que définis à la [section 3.1](#)) qui déposent une demande auprès du Fonds canadien de télévision (FCT). Les Principes directeurs fournissent un aperçu des objectifs du FCT et de son administration ainsi que des renseignements sur les pratiques administratives habituelles du FCT. La conformité à ces Principes directeurs est une condition préalable à toute admissibilité à une aide financière du FCT.

Le FCT administre ses programmes et applique ses Principes directeurs de façon discrétionnaire afin de garantir un financement à des projets qui contribuent à remplir son mandat. L'interprétation du FCT prévaudra pour toute question relative à l'interprétation de ces Principes directeurs.

Tous les requérants et les télédiffuseurs (le cas échéant) doivent se conformer aux Exigences en matière de comptabilisation et de présentation (ECP) du FCT ainsi qu'aux politiques d'affaires applicables, telles que créées et modifiées au besoin. Les politiques d'affaires, incluant les ECP, sont énoncées à l'Annexe B de ces Principes directeurs et peuvent également être consultées sur le site Web du FCT à www.ctf-fct.ca. Les renseignements compris dans les annexes A et B font partie intégrante des Principes directeurs.

Les productions qui bénéficient d'une participation financière du FCT au cours d'une année donnée doivent respecter les Principes directeurs et les politiques du FCT en vigueur au cours de cet exercice financier. Sauf indication contraire, les modifications apportées aux Principes directeurs et/ou aux politiques au cours d'un exercice financier ultérieur ne seront pas appliquées de façon rétroactive. L'exercice financier du FCT commence le 1er avril et se termine le 31 mars.

Veuillez noter : Ces Principes directeurs du FCT peuvent être modifiés ou clarifiés au besoin, sans préavis. Pour des renseignements et une documentation à jour sur ces Principes directeurs, veuillez consulter le site Web du FCT : www.ctf-fct.ca.

1. PRÉSENTATION DU FONDS CANADIEN DE TÉLÉVISION

Le FCT participe financièrement à un grand nombre d'émissions typiquement et distinctement canadiennes qui reflètent la culture, les histoires et les thèmes canadiens. Le FCT appuie le développement, la production et la diffusion de tels projets télévisés aux heures de grande écoute. Ces projets doivent être accrédités par le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens (BCPAC) et doivent avoir obtenu un pointage de 10 sur 10 (ou le maximum de points appropriés au projet), tel que déterminé par le FCT à partir de l'échelle du BCPAC. Par ailleurs, ils doivent avoir été tournés au Canada et leur intrigue doit principalement s'y dérouler.

Ces projets doivent être initiés par des sociétés canadiennes, contrôlées par des Canadiens, qui exercent le contrôle financier et créatif des productions - du développement à la production jusqu'à la distribution et la télédiffusion. Leurs droits sous-jacents doivent être détenus et développés de façon significative par des Canadiens.

Le FCT est un fonds de programmation culturelle. Il n'appuie ni les productions « industrielles », ni les productions de « services étrangers », ni à celles contrôlées par des entités étrangères.

Le FCT appuie dans les langues anglaise, française et autochtones les quatre genres d'émissions sous-représentés suivants : enfants et jeunes, documentaires, dramatiques, variétés et arts de la scène.

Le FCT axe son soutien sur les projets possédant une entente de droits de diffusion et conçus essentiellement à l'intention d'auditoires canadiens et il s'efforce d'accroître l'écoute de ces productions.

Le FCT tient à atteindre tous les objectifs des politiques publiques liées à son mandat et vise à encourager la diversité des voix canadiennes dans les émissions qu'il appuie, et tout particulièrement : les émissions en langues anglaise, française et autochtones canadiennes et ce, autant en contexte majoritaire qu'en contexte minoritaire (comme les projets en langue française à l'extérieur du Québec et les projets en langue anglaise au Québec); et les projets issus des régions.

L'objectif du volet des Projets en langue française à l'extérieur du Québec est d'assurer la présence à la télévision canadienne d'histoires provenant de communautés de langue française à l'extérieur du Québec. Par conséquent, ce volet s'adresse donc exclusivement aux requérants et aux productions qui, à l'entière discrétion du FCT, sont clairement le reflet de ces collectivités d'expression française.

Le FCT veut également favoriser une relation de travail productive entre le FCT et les industries de la production et de la télédiffusion ainsi que maximiser l'efficacité et le rendement de l'administration des services du FCT.

2. FONCTIONNEMENT DU VOLET DES PROJETS EN LANGUE FRANÇAISE À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC

2.1 Introduction

Le volet des Projets en langue française à l'extérieur du Québec (PLFEQ) vise à encourager les productions dans la langue officielle minoritaire par des sociétés canadiennes qui produisent des émissions principalement en langue française à l'extérieur du Québec et qui ont leur siège social à l'extérieur du Québec. La participation du FCT aux projets admissibles (voir la [section 3.2](#)) revêt deux formes dans ce volet. Parmi toutes les ressources disponibles en vertu du volet PLFEQ, 37 % sont accordées à l'enveloppe Radio-Canada/RDI qui détermine ensuite à quels projets les fonds seront alloués. Le solde des ressources du volet PLFEQ est accordé selon un processus sélectif au cours duquel le FCT évalue les demandes en fonction d'une grille d'évaluation (voir la [section 2.4](#)). Les projets admissibles peuvent recevoir des fonds établis en fonction des montants spécifiques de contribution maximale par projet (voir la [section 2.3.1](#)) et d'autres restrictions précisées.

Pour bénéficier d'un financement en vertu du volet PLFEQ, les projets doivent respecter toutes les exigences relatives à l'admissibilité et aux genres d'émissions énoncées dans les Principes directeurs du FCT. Les projets doivent obtenir des droits de diffusion admissibles (voir la [section 3.2.5](#)) qui sont conformes aux exigences-seuil applicables (voir la [section 3.2.5.1](#)). Les montants de la contribution maximale et des exigences-seuil en matière de droits de diffusion sont calculés sur la base des dépenses admissibles d'un projet (voir la [section 2.3.2](#)).

Les demandes pour des projets ayant obtenu une licence de Radio-Canada/RDI peuvent être déposées à la dernière date limite du processus sélectif (et seront pris en considération lors de la dernière évaluation sélective de l'exercice financier), à condition que la totalité des fonds de l'enveloppe PLFEQ de Radio-Canada/RDI ait été dépensée. Toutefois, au cours du processus sélectif, le FCT donnera la priorité aux projets admissibles ayant obtenu des droits de diffusion d'autres télédiffuseurs par rapport aux projets ayant obtenu des droits de diffusion de Radio-Canada/RDI.

2.1.1 Aide au développement

Le FCT offre également une aide au développement dans le volet PLFEQ. Un maximum de 300 000 \$ des fonds de ce volet peut être réservé au développement.

L'aide au développement du volet PLFEQ est généralement administrée de la même façon que l'aide au développement des productions régionales en langue française au Québec décrite aux sections 2.B.3.1 et 2.B.3.2 des Principes directeurs de l'aide au développement, à l'exception des exigences-seuil en matière de droits de développement qui doivent se lire comme suit:

Genre	Exigence-seuil en matière de droits de développement
Dramatiques et émissions pilotes dans tous les genres	25 %
Documentaires, émissions pour enfants et jeunes, variétés et arts de la scène	15 %

Pour des renseignements généraux sur l'aide au développement, veuillez consulter les Principes directeurs de l'Aide au développement du FCT. En cas de contradiction entre les dispositions de ces deux volets, le volet PLFEQ prévaudra.

2.2 Nature de la participation financière

Le volet PLFEQ peut offrir une combinaison de suppléments de droits de diffusion et de participation au capital.

Les suppléments de droits de diffusion complètent les droits de diffusion en espèces payés au requérant par le télédiffuseur. À ce titre, ils font partie des droits de diffusion du télédiffuseur pour la production et ne sont pas récupérables. La participation au capital constitue un investissement en espèces dans la production, ce qui signifie que le FCT acquiert un droit de propriété indivis dans toutes les versions de la production. La participation au capital est récupérable et est assujettie à une structure de récupération non négociable (laquelle est décrite et assujettie à toute exception prévue dans la Politique de récupération normalisée du FCT - voir l'annexe B).

D'une façon générale, la première contribution du FCT à un projet admissible prendra la forme d'un supplément de droits de diffusion. Cette contribution peut aller jusqu'à 35 % des dépenses admissibles du projet. Tout montant supérieur à ce maximum prendra la forme d'une participation au capital jusqu'à concurrence de 49 % des dépenses admissibles. Le FCT considère toutefois que toute demande de participation au capital inférieure à 10 000 \$ constitue un investissement insuffisant. Par conséquent, toute participation au capital inférieure à 10 000 \$ sera automatiquement convertie en supplément de droits de diffusion.

2.3 Montant de la participation financière

2.3.1 Contribution du FCT

Contribution de l'enveloppe de Radio-Canada/RDI

Radio-Canada/RDI peuvent décider quelle proportion de leur enveloppe ils affecteront à un projet admissible, jusqu'à concurrence d'un montant de contribution maximale spécifique, comme indiqué ci-dessous. Des objectifs de dépense par genre ont été établis pour le volet PLFEQ. Radio-Canada/RDI s'efforceront de respecter ces exigences relatives aux dépenses.

Contribution résultant du processus sélectif

Le FCT pourrait ajuster le montant de sa contribution au volet PLFEQ en fonction de la qualité des projets et du nombre de demandes reçues, jusqu'à concurrence de la contribution maximale indiquée ci-dessous. De plus, le FCT dispose d'une marge de manœuvre dans le processus sélectif et sa contribution pourrait être inférieure ou supérieure à la contribution maximale si les demandes par genre s'avèrent supérieures ou inférieures aux ressources disponibles.

Contribution maximale

La contribution maximale du FCT aux projets admissibles dans le cadre du volet PLFEQ sera de 84 % des dépenses admissibles du projet (jusqu'à 35 % de suppléments de droits de diffusion et jusqu'à 49 % de participation au capital) ou des montants suivants, le cas échéant, le montant le moins élevé prévalant.

Genre	Contribution maximale dans le cadre du volet PLFEQ
Dramatiques	1 500 000 \$*
Enfants et jeunes	550 000 \$
Documentaires	
Émissions à épisode unique	150 000 \$
Séries/Miniséries	400 000 \$
Variétés et arts de la scène	400 000 \$

Dans le cas de coproductions en vertu d'accords officiels, la contribution maximale du FCT sera calculée en fonction du moindre des dépenses admissibles suivantes : les dépenses admissibles de la part canadienne du devis de production total ou les dépenses admissibles de la part canadienne du coût final, telles qu'accréditées par le Service des coproductions internationales de Téléfilm Canada.

*Quand un télédiffuseur octroie plus de 1 200 000 \$ à un seul projet de dramatique provenant du volet PLFEQ, ce télédiffuseur doit consacrer, à même son ERT, un montant équivalent à la différence entre le montant du financement provenant du volet PLFEQ et 1 200 000 \$ à un ou des documentaires qui remplissent toutes les exigences de la [section 3](#) des Principes directeurs du volet PLFEQ. Par ailleurs, si le télédiffuseur en question est Radio-Canada, le projet de dramatique sera soumis au processus sélectif du volet PLFEQ.

2.3.1.1 Combinaison de fonds provenant des volets des PLFEQ et de l'ERT

Les télédiffuseurs peuvent combiner les fonds de leurs ERT avec le financement provenant du volet PLFEQ. Dans ce cas, l'exigence-seuil en matière de droits de diffusion et la contribution maximale de la part de l'ERT seront calculées par le FCT en déterminant le ratio des dépenses admissibles sur la base de la participation du FCT dans l'ERT par rapport à la participation totale du FCT dans la production. Par exemple, si la participation du FCT par le biais de l'ERT représente 60 % de la contribution totale du FCT, les dépenses admissibles seront réparties proportionnellement comme suit : 60 % pour l'ERT et 40 % pour le volet PLFEQ.

Les calculs relatifs à l'exigence-seuil en matière de droits de diffusion et les montants de contribution maximale seront conformes aux exigences des ERT applicables à la part des dépenses admissibles et l'autre part des dépenses admissibles sera conforme aux exigences du volet PLFEQ.

Les calculs liés à la grille d'évaluation seront basés sur les dépenses totales admissibles.

2.3.2 Dépenses admissibles

Les dépenses admissibles sont les dépenses établies dans le devis de production ou le rapport final de coûts d'un projet, selon les cas (incluant les dépenses des parties apparentées et non apparentées), auxquelles s'ajoutent toutes les dépenses considérées nécessaires par le FCT, moins toutes les dépenses considérées excessives, gonflées ou déraisonnables par le FCT. Une évaluation des dépenses admissibles du projet sera effectuée à l'entière discrétion du FCT. La participation du FCT est calculée sur la base des dépenses admissibles d'un projet admissible. Le FCT évalue les dépenses admissibles au moment de la demande, en se basant sur le devis de production du projet. Les dépenses admissibles peuvent inclure une augmentation des coûts finaux par rapport au devis de production, à condition qu'elle ait été approuvée par le télédiffuseur contribuant des droits de diffusion admissible au projet, mais excluent de telles augmentations n'ayant pas été approuvées.

D'autres politiques d'affaires du FCT concernant les dépenses admissibles sont jointes en annexe B.

2.3.2.1 Transactions entre parties apparentées

L'ensemble des rétributions, allocations et transactions entre parties apparentées doit être :

- ▶ divulgué au FCT; et
- ▶ conforme aux Exigences en matière de comptabilisation et de présentation du FCT/Téléfilm Canada du 1er janvier 2006, plus particulièrement, mais sans s'y limiter, aux [sections 3](#) et [4](#).

2.3.2.2. Assurance et protection d'achèvement

Les productions bénéficiant d'une aide du FCT doivent être assurées et offrir des garanties d'achèvement dont la forme et le montant conviennent au FCT. Les exigences du FCT en matière d'assurance et de garantie d'achèvement sont énoncées dans les politiques d'affaires du FCT jointes à ce document (Annexe B).

2.3.2.3 Doublage et sous-titrage

Les projets pour lesquels des droits de télédiffusion en anglais au Canada ont été ou seront acquis avant la livraison du projet au télédiffuseur de la première fenêtre de diffusion devront être, tel que requis par le FCT, doublés ou sous-titrés au Canada, en faisant appel à des artistes, acteurs, employés et techniciens canadiens (selon le cas). Des exceptions pourraient être autorisées pour les coproductions réalisées en vertu d'accords officiels.

Le FCT exige que les coûts de doublage et de sous-titrage en langue anglaise soient inclus dans le devis de production s'il s'agit d'une obligation contractuelle requise par l'un des participants financiers canadiens. Le FCT ne participera pas, par le biais de ce volet, aux frais de doublage et de sous-titrage engagés par les distributeurs pour faciliter les ventes sur les marchés étrangers.

2.3.2.4 Dépenses liées à la commercialisation

Les dépenses admissibles peuvent inclure des coûts de commercialisation engagés durant la production du projet (c'est-à-dire les photos de production, l'embauche d'un publiciste pour organiser des interviews), mais excluent tous les autres coûts liés à la commercialisation.

2.3.2.5 Projets multiplateformes

Les dépenses admissibles des projets d'émissions pour les enfants et les jeunes peuvent inclure les coûts des nouveaux médias si le récit et/ou les composantes télévision et nouveaux médias sont intimement liés et interdépendants.

Le FCT n'appuiera pas les composantes liées aux nouveaux médias qui sont axées principalement sur la promotion, la commercialisation, l'administration ou sur d'autres aspects du projet qui ne se rapportent pas au récit ou à l'intrigue et qui ne cherchent pas à rehausser l'expérience vécue par les téléspectateurs.

Le FCT exige que les exigences-seuil en matière de droits de diffusion soient calculées par rapport au devis de production qui combine les coûts des composantes télévision et les coûts des nouveaux médias.

2.3.2.6 Dramatiques et émissions pilotes

Les dépenses admissibles d'une série peuvent inclure des coûts liés à des améliorations apportées à une émission pilote produite antérieurement si la série est consécutive à cette émission pilote.

2.4 Évaluation des projets dans le processus sélectif

Exception faite de l'allocation de 37 % des fonds de ce volet qui a été faite à Radio-Canada/RDI, tous les autres projets faisant l'objet d'une demande de financement en vertu du volet PLFEQ rivalisent pour un financement selon un processus sélectif*

Par souci de transparence, le FCT utilise une grille d'évaluation pour prendre ses décisions de financement.

Le FCT n'acceptera aucune révision des éléments déjà évalués d'un projet si celle-ci est susceptible de nuire à la pondération finale d'un projet.

*Remarques : les projets approuvés par Radio-Canada/RDI peuvent également participer au processus sélectif pour l'exercice financier si Radio-Canada/RDI a dépensé la totalité de son allocation de 37 % (voir la [section 2.1](#)). De plus, se référer à la [section 2.3.1](#) si un télédiffuseur attribue plus de 1 200 000 \$ à un seul projet de dramatique dans le volet PLFEQ.

Grille d'évaluation

Intérêt du télédiffuseur Droits de diffusion supérieurs à l'exigence-seuil applicable en matière de droits de diffusion	40
Contenu Originalité du projet Feuille de route de l'équipe de création Valeur de production Notoriété	60
Total	100

Description des critères de la grille d'évaluation :

Intérêt du télédiffuseur

Ceci fait référence à l'exigence-seuil en matière de droits de diffusion – voir la [section 3.2.5.1](#).

Chaque tranche de pourcentage supplémentaire excédant les exigences-seuil en matière de droits de diffusion aura la valeur suivante :

Genre	Points pour 1 % additionnel	Droits de diffusion maximums pour obtenir 30 points
Dramatiques	1,5 point	40 %
Enfants et jeunes	1,5 point	45 %
Documentaires	1,2 point	40 %
Variétés et arts de la scène	2 points	45 %

Contenu

Le FCT favorise les projets de cette section qui se distinguent par leur originalité et par leur créativité sur les plans du contenu et du genre d'émission. Ces qualités sont évaluées sur le plan du sujet, des thèmes, des enjeux et des éléments narratifs. La feuille de route de l'équipe de création constitue également un élément important d'évaluation.

De plus, le FCT évalue la cohérence du budget par rapport au matériel créatif. À cet égard, le FCT tient compte d'autres éléments tels que les effets spéciaux, le nombre de tournages en extérieur ou la distribution des rôles.

Afin de rejoindre de plus vastes auditoires canadiens, le FCT favorise les projets qui reflètent une grande diversité culturelle.

3. ADMISSIBILITÉ AU FINANCEMENT

3.1 Requérants admissibles

Un requérant admissible dans le cadre du volet PLFEQ doit respecter les critères suivants :

- ▶ il doit travailler et avoir établi son siège social à l'extérieur du Québec depuis au moins trois ans (sauf si l'entreprise a été récemment créée). De même, l'actionnaire principal de l'entreprise doit résider à l'extérieur du Québec depuis au moins trois ans;
- ▶ il doit utiliser le français comme langue originale de production pour la majorité des émissions figurant sur la liste de ses productions;
- ▶ il doit avoir produit, seul ou en coproduction avec d'autres requérants admissibles, trois émissions originellement en français. Ces émissions doivent avoir été diffusées sur les ondes canadiennes au cours des quatre dernières années. Le FCT peut, à sa discrétion, accepter un nombre moins élevé d'émissions si la société de production existe depuis peu de temps. Le FCT peut également tenir compte de la feuille de route des propriétaires de la société de production et/ou du producteur lorsqu'il détermine si leur expérience porte principalement sur la production d'émissions en langue française;
- ▶ il doit démontrer concrètement, à l'aide de son plan d'affaires et de sa liste de projets en développement et en production, qu'il consacre la majorité de son temps à la production d'émissions ayant le français comme langue originale;
- ▶ il ne peut pas être une société affiliée à un télédiffuseur (selon la définition d'affilié de la Loi canadienne sur les sociétés par actions);
- ▶ il doit être à l'origine du projet et avoir participé activement au développement du projet. il doit aussi exercer un contrôle absolu sur ses aspects créatifs, artistiques, techniques et financiers et détenir la totalité des droits d'auteur; et
- ▶ il doit conserver de façon permanente la totalité des droits d'auteur de la production et avoir un intérêt financier permanent dans la production.

3.1.1 Sociétés de production

Pour être admissible au soutien financier du FCT, le requérant* doit être une société sous contrôle canadien en vertu des sections 26 à 28 de la *Loi sur Investissement Canada*, et son siège social doit être situé au Canada. Lorsqu'il évalue l'admissibilité d'un requérant, le FCT peut tenir compte d'autres facteurs, dont les suivants :

- ▶ le requérant exerce ses activités au Canada;
- ▶ la stabilité financière du requérant (exception faite des nouvelles sociétés de production sans société mère établie);
- ▶ la principale activité du requérant est la production télévisuelle ou cinématographique.

*Aux fins de l'application de ces Principes directeurs, le terme « requérant » englobe et décrit tout co-requérant et/ou société mère, selon le cas.

3.2 Projets admissibles

Un projet admissible en vertu de ce volet est un projet qui respecte tous les critères de la [section 3.2](#) et de ses sous-sections.

Les projets admissibles doivent avoir le français comme langue originale de production. Le concept, le traitement, le rapport de recherche et le synopsis doivent être rédigés et soumis en français.

Le scénariste ou le réalisateur d'un projet admissible doit résider à l'extérieur du Québec. Une exception peut être faite au cas par cas pour permettre à un résident du Québec de co-réaliser ou de co-scénariser un projet s'il est démontré que sa participation favorisera le développement de talents francophones à l'extérieur du Québec.

3.2.1 Exigences fondamentales

Une production doit satisfaire à toutes les « Exigences fondamentales » énoncées ci-dessous. Dans le cas des séries télévisées, chaque épisode devra satisfaire aux exigences fondamentales, peu importe si tous les épisodes ont été déposés en vue d'une demande de financement auprès du FCT ou non. Le FCT a un pouvoir discrétionnaire et peut déterminer si le projet est conforme ou non aux exigences fondamentales établies; son interprétation prévaudra.

1. La production s'adresse à un public canadien et traite de thèmes et de sujets d'intérêt canadien.
2. Le projet doit être accrédité par le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens (BCPAC) et doit obtenir un pointage de 10 sur 10 (ou le maximum de points appropriés au projet), tel que déterminé par le FCT à partir de l'échelle du BCPAC.
3. Les droits sous-jacents sont détenus et développés de façon significative par des Canadiens.
4. Le projet est tourné au Canada et son intrigue s'y déroule principalement.

Veuillez consulter l'Annexe A pour plus de détails sur les Exigences fondamentales et sur les exceptions prévues selon le type d'émission. Cette annexe contient des renseignements supplémentaires importants et fait partie intégrante de ces Principes directeurs.

3.2.1.1 Coproductions internationales en vertu d'accords officiels

Ces Exigences fondamentales doivent être interprétées de façon à ce que les partenaires des coproductions réalisées en vertu d'accords officiels soient considérés comme étant « canadiens ».

Par conséquent, les mots « canadien » et « Canadiens » mentionnés dans les Exigences fondamentales 1 et 3, et le mot « Canada » défini dans l'Exigence fondamentale 4 seront interprétés de manière à inclure le pays de coproduction. Dans le cas de l'Exigence fondamentale 2, le pointage de 10 sur 10 doit être atteint par des citoyens du Canada ou du pays de coproduction.

Pour les coproductions entre le Canada et un pays membre de l'Union européenne, les points de l'échelle du BCPAC (Exigence fondamentale no 2) peuvent être accordés à un citoyen canadien ou tout autre pays membre de l'Union européenne.

Lorsqu'une production déposée auprès du FCT en tant que coproduction réalisée en vertu d'accords officiels ne peut obtenir d'attestation de coproduction officielle des autorités compétentes, la production finale doit satisfaire à toutes les Exigences fondamentales énoncées à la [section 3.2.1](#) ci-dessus (selon le genre approprié - voir l'annexe A) et respecter tous les critères d'admissibilité applicables aux projets qui ne sont pas des coproductions en vertu d'accords officiels pour demeurer admissible à un soutien financier du FCT.

3.2.2 Genres

Le FCT appuie les genres suivants : dramatiques, documentaires, émissions pour enfants et jeunes et émissions de variétés et des arts de la scène. Les définitions du FCT pour chacun de ces genres se trouvent à l'annexe A de ces Principes directeurs.

Voici une liste non exhaustive des genres et des formats d'émissions non admissibles à un soutien financier du FCT* : productions commanditées, sports, nouvelles, jeux télévisés, actualités, affaires publiques, émissions portant sur des modes de vie, émissions pratico-pratiques, télé-réalité, télévision scolaire, infopublicités, vidéoclips, émissions éducatives structurées ou axées sur un programme d'études, achats de formats étrangers sans adaptation ou contribution créative canadienne significative, télémagazines, émissions d'entrevue, émissions d'entrevues culturelles, remises de prix, célébrations d'événements spéciaux, galas, reportages d'actualité, émissions d'intérêt religieux, émissions de levée de fonds, émissions-bénéfices, hommages, émissions à caractère promotionnel, émissions de motivation, récits de voyage et interludes.

*Il existe une certaine flexibilité au niveau des émissions pour enfants et jeunes à cet égard. Voir l'annexe A pour plus d'information.

3.2.3 Propriété et contrôle canadiens

Un projet admissible doit remplir les critères suivants* :

- ▶ le projet appartient à des intérêts canadiens et est contrôlé par des intérêts canadiens sur les plans créatif et administratif;
- ▶ le projet est financièrement contrôlé par des citoyens canadiens ou par des résidents permanents;
- ▶ le projet est et a été contrôlé du point de vue financier et créatif par une société de production canadienne durant toutes les phases de la production, de la conception du projet à la postproduction et tous les droits de distribution et d'exploitation sont détenus et ont été contrôlés par une société de production canadienne dès le début;
- ▶ une émission auparavant produite à l'interne par un télédiffuseur est admissible au soutien financier du FCT si le requérant est une société indépendante de production qui contrôle entièrement les différents aspects du projet;
- ▶ d'une façon générale, un particulier, une entité ou toute entité non canadienne liée au projet ne peut pas fournir plus de 49 % du financement ou du coût final de la production (que ce soit sous forme de droits de diffusion, d'avances sur distribution, de biens et de services et/ou d'investissement en capital). Toutefois, une entité non canadienne, sans lien de dépendance, spécialisée dans les prêts ou dans les nantissements peut fournir plus de 49 % du financement intérimaire;
- ▶ le requérant doit conserver et exercer tous les droits de contrôle ou d'approbation habituellement réservés au producteur. Ces derniers incluent le contrôle et le pouvoir d'approbation finale des décisions touchant les aspects créatifs et financiers, la distribution et l'exploitation de la production, ainsi que la préparation et l'approbation finale du devis, sous réserve des droits d'approbation raisonnables et normaux généralement exigés par les autres investisseurs sans lien de dépendance, y compris les télédiffuseurs et les distributeurs canadiens;
- ▶ le requérant doit détenir tous les droits (dont les droits d'auteur) et options nécessaires à la production et à la distribution du projet au Canada et à l'étranger et il doit également conserver un intérêt financier permanent dans le projet.

- ▶ dans le cas des coproductions réalisées avec une société non admissible au volet PLFEQ, le requérant admissible doit avoir initié le projet et doit détenir au moins 75 % des droits d'auteur de la production. Si le requérant admissible a initié le projet et détient entre 51 % et 74 % des droits d'auteur de la production, il ne peut déposer une demande dans le cadre du volet que pour une tranche correspondant à sa part du devis de coproduction.

*Ces critères peuvent être interprétés afin de permettre aux coproductions canadiennes en vertu d'accords officiels d'accéder au financement du FCT.

3.2.4 Exigences techniques

Les projets admissibles doivent remplir les critères suivants :

- ▶ Le projet doit être conforme au code de déontologie de l'Association canadienne des radiodiffuseurs (ACR) et respecter l'ensemble des normes appuyées par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), notamment le Code de l'ACR concernant la violence et le Code sur la représentation équitable;
- ▶ Sa durée de diffusion doit être supérieure à 30 minutes (incluant les pauses publicitaires). Un bloc d'émissions pour les enfants, peu importe sa durée, peut toutefois être admissible à un soutien financier, mais cela ne s'applique pas aux émissions pour les jeunes.
- ▶ Si les émissions contiennent des narrations, des dialogues et des chansons, elles doivent comporter des sous-titres codés pour les malentendants. Des exceptions peuvent être autorisées pour les projets qui s'adressent aux enfants de moins de cinq ans, pour les productions en langues autochtones n'utilisant pas l'alphabet romain et pour les productions tournées en direct.
- ▶ Ce doit être une nouvelle production. Une nouvelle production est une production qui, essentiellement, n'est pas une version remontée d'une émission produite précédemment. Dans le cas d'une série, le FCT considérera le cycle entier afin de déterminer si le projet est un remontage ou non (par exemple un documentaire de tournage et/ou des épisodes de rattrapage peuvent être permis). Les projets comprenant principalement des métrages d'archives peuvent être considérés comme de nouvelles productions si le métrage d'archives n'a pas été simplement remonté en tout ou en grande partie pour le projet.
- ▶ D'une manière générale, le FCT s'attend à ce que les principaux travaux de prises de vue /animation-clé des productions financées débutent au cours de l'exercice financier durant lequel le financement a été accordé ou dans les trois mois qui suivent. Des exceptions pourraient être autorisées, comme par exemple, pour des projets devant capter des événements à un moment précis.

3.2.5 Exigences et conditions en matière de droits de diffusion

Les projets jugés admissibles au soutien du FCT doivent avoir une entente de droits de diffusion valide consentie par un (ou plusieurs) télédiffuseur(s) canadien(s) pour la télédiffusion de la production au Canada qui respecte toutes les exigences de la [section 3.2.5](#) et de ses sous-sections, lesquelles permettent au requérant d'encaisser des droits en espèces en échange des droits de diffusion (Droits de diffusion admissibles). Ces droits de diffusion doivent être véritables, conformes aux normes de l'industrie, acquis à leur juste valeur et non récupérables. Les télédiffuseurs canadiens englobent tous les télédiffuseurs privés, publics et de la télévision éducative, ainsi que toutes les chaînes de télévision spécialisées, de télévision payante et de télévision à la carte.

Les droits de diffusion admissibles doivent être payés en espèces et ne peuvent comprendre des installations, des produits ou services, une participation au capital, l'achat de temps d'antenne par le producteur, des sommes liées à des dons ou des commandites que le requérant aurait négociés et réussi à obtenir, des crédits d'impôt ou tout autre arrangement qui, de l'avis du FCT, ne constitue pas véritablement un droit de diffusion en espèces. Les droits de diffusion admissibles ne peuvent être réduits une fois que le FCT a conclu un contrat de financement de la production avec le Requérant.

Lorsque l'attribution de droits de diffusion dépend, en tout ou en partie, d'un rachat de services par le fournisseur des droits de diffusion, le FCT peut décider de déduire la valeur des services ou des installations en cause de la valeur totale des droits de diffusion afin de déterminer les montants des droits de diffusion admissibles utilisés pour calculer l'exigence-seuil en matière de droits de diffusion (voir la [section 3.2.5.1](#)). Cette détermination sera faite cas par cas.

Les dispositions ci-dessus n'interdisent pas à un télédiffuseur canadien de contribuer à la production admissible en participant au capital ou en offrant des services ou des installations, en plus de sa contribution en espèces pour l'achat des droits de diffusion.

L'acquisition des droits de diffusion en langue française par un télédiffuseur de langue anglaise et des droits de diffusion en langue anglaise par un télédiffuseur de langue française ne sera pas acceptée dans les ententes de droits de diffusion contenant des droits de diffusion admissibles, sauf si ces droits ont été acquis par des canaux de télédiffusion bilingues. Dans de tels cas, le télédiffuseur bilingue doit déclarer au FCT le prix d'acquisition des droits de télédiffusion dans chaque langue. La vente de droits de diffusion dans une langue n'interdit pas à un producteur d'exploiter les droits de diffusion dans d'autres langues.

Une entente de télédiffusion assortie de droits de diffusion admissibles doit contenir un engagement sans réserve du télédiffuseur à diffuser une version de la production sous-titrée pour malentendants, pendant les heures de grande écoute, dans les 18 mois qui suivent l'achèvement et la livraison de la production. Si le télédiffuseur ne respecte pas ces exigences, les droits de diffusion seront considérés inadmissibles à une participation du FCT.* Le FCT étudiera les demandes d'extension de ce délai au cas par cas. Selon la définition du FCT, les « heures de grande écoute » sont de 19 h à 23 h, exception faite de certaines émissions pour les enfants et pour les jeunes, comme décrit dans l'Annexe A. Pour les télédiffuseurs de deuxième fenêtre de diffusion et des fenêtres ultérieures, l'engagement de diffusion dans les 18 mois aux heures de grande écoute débute au commencement de la période de licence du télédiffuseur.

*Le FCT peut renoncer à l'exigence de diffusion des émissions pilotes si le télédiffuseur et le requérant consentent tous deux, une fois le projet achevé et livré que l'émission pilote ne devrait pas être diffusée.

3.2.5.1 Exigences-seuil en matière de droits de diffusion

L'exigence-seuil en matière de droits de diffusion est le montant minimal qu'un (ou plusieurs) télédiffuseur(s) doit (doivent) consacrer à un projet pour que ce projet ait droit à une aide du FCT. Les exigences-seuil en matière de droits de diffusion pour le volet PLFEQ sont les suivantes :

Type d'émission	Exigence-seuil en matière de droits de diffusion
Dramatiques quand le total de la contribution du volet PLFEQ est inférieur ou égal à 1 200 000 \$	20 % des dépenses admissible
Dramatiques quand le total de la contribution du volet PLFEQ est supérieur à 1 200 000 \$	23 % des dépenses admissibles
Enfants et les jeunes	25 % des dépenses admissibles
Documentaires	15 % des dépenses admissibles
Variétés et arts de la scène	30 % des dépenses admissibles

Dans le cas des projets coproduits en vertu d'accords officiels, l'exigence-seuil en matière de droits de diffusion sera calculée selon le plus élevé des montants suivants : les dépenses admissibles de la part canadienne du devis de production total ou le niveau de la participation canadienne, tels qu'accrédités par le Service des coproductions internationales de Téléfilm Canada.

Tous les droits de diffusion admissibles utilisés aux fins des exigences-seuil en matière de droits de diffusion doivent servir au financement de la production.

3.2.5.2 Droits supplémentaires

Les droits de diffusion admissibles ne confèrent aucun des droits suivants aux télédiffuseurs canadiens :

- ▶ droits de propriété, de participation aux profits, de remboursement ou de récupération pour la production;
- ▶ droits de diffusion pour des territoires non canadiens ou restrictions de la capacité du requérant d'exploiter ces droits, exception faite de la protection des droits liés au débordement des signaux de radiodiffusion et des droits exclusifs de première mondiale; lorsqu'un télédiffuseur se voit attribuer des droits exclusifs de première mondiale, les ententes de licence doivent contenir une clause de renonciation aux droits de première mondiale au cas où serait conclue une vente de bonne foi avec une entité étrangère, à la condition que cette entité étrangère s'engage à ne pas télédiffuser l'émission dans les six mois suivant sa livraison au télédiffuseur canadien; autrement dit, lorsqu'une vente de bonne foi a été conclue avec une société étrangère, le télédiffuseur ne peut en aucun cas conserver des droits de première mondiale plus de six mois après la livraison; ou
- ▶ droits supplémentaires (par exemple, mais sans s'y limiter, droits de vidéo domestique, de produits dérivés, de nouveaux médias, d'exploitation hors salle, de distribution en ligne, de diffusion ou de transmission de contenu en ligne ou tout type de vidéo sur demande ou toute autre méthode de distribution semblable) pour des territoires canadiens ou non canadiens.

Un télédiffuseur peut acquérir des droits de propriété, de participation aux profits, de remboursement ou de récupération lorsque ces droits supplémentaires ne font pas partie des droits de diffusion. Ces droits doivent être évalués et payés séparément.

Un télédiffuseur ou un distributeur admissible (au sens de la Politique de récupération normalisée du FCT - voir Annexe B) affilié au télédiffuseur peut acquérir d'autres droits ou des droits de diffusion à l'étranger à condition que ces droits ne fassent pas partie des droits acquis en échange des droits de diffusion admissibles. Ces droits doivent être évalués et payés séparément. Malgré ce qui précède, la [section 2.3.2.5](#) demeure en vigueur.

Balises pour la négociation de droits supplémentaires

Le FCT est conscient que le secteur de la télédiffusion fait actuellement l'objet d'importants changements technologiques qui touchent les droits de négociation entre les télédiffuseurs, les producteurs et les créateurs. Pour faciliter la bonne conduite des négociations de droits supplémentaires, le FCT a mis en place des balises temporaires. Elles seront révisées périodiquement, à mesure que l'industrie négociera des ententes, pour déterminer l'incidence des changements technologiques sur la valeur de différents droits de plateformes, etc.

Les exigences du FCT concernant la négociation et l'achat de droits supplémentaires (décrites au troisième point de la [section 3.2.5.2](#)) varient selon l'emplacement géographique de la société de production.

1. Productions réalisées par une société dont le siège social est à l'extérieur du Québec

Les exigences suivantes visent toutes les sociétés de production situées à l'extérieur du Québec, peu importe la langue de production, la langue du producteur ou la province du (ou des) télédiffuseur(s) acquéreur(s) de licence :

- ▶ La négociation de droits supplémentaires peut débiter au plus tôt deux semaines après l'exécution d'une entente complète visant des droits de diffusion au Canada. Par conséquent, ces négociations doivent être menées séparément de la négociation des droits de diffusion. Le producteur et le télédiffuseur peuvent négocier un accord d'exploitation de droits supplémentaires si les deux parties y consentent. Dans le cas contraire, l'exploitation de droits supplémentaires par l'une ou l'autre des parties est interdite pendant une période d'un an à partir de la date du début de l'exploitation des droits ou de la première diffusion, la première de ces dates prévalant, et l'entente de droits de diffusion au Canada doit demeurer en vigueur. Les producteurs et les télédiffuseurs qui s'entendent pour négocier les droits supplémentaires en même temps que l'entente de droits de diffusion peuvent faire parvenir à la présidente du FCT une lettre signée des deux parties l'informant de leur désir mutuel de se désister du délai de deux semaines prévu entre la négociation des droits de diffusion et la négociation des droits supplémentaires.

2. Productions produites ou coproduites par une société dont le siège social est situé au Québec

Les droits supplémentaires sont négociés différemment dans le cas des productions produites ou coproduites par une société située au Québec.

Les exigences suivantes visent toutes les sociétés de production situées à l'extérieur du Québec, peu importe la langue de production, la langue du producteur ou la province du (ou des) télédiffuseur(s) acquéreur(s) de licence.

- ▶ Les ententes de droits de diffusion ne peuvent limiter de façon déraisonnable l'exploitation par le producteur de « Droits supplémentaires - Distribution conventionnelle », c'est-à-dire l'exploitation de produits dérivés, de vidéos domestiques, de DVD ou de tout autre mode de distribution connexe.
- ▶ Dans le cas des émissions dramatiques, le délai maximal d'exploitation des « Droits supplémentaires - Distribution conventionnelle » est de deux diffusions ou une année à compter du moment de la livraison, la première de ces éventualités prévalant. Dans le cas des séries, le délai maximal est de deux diffusions du premier épisode ou une année à compter de la livraison du premier épisode, la première de ces éventualités prévalant. Pour les autres genres, la restriction maximale est de trois mois après la première diffusion du projet ou du premier épisode.
- ▶ À l'égard des « Droits supplémentaires - Nouvelle plateforme », c'est-à-dire les nouveaux médias, la distribution en ligne, la diffusion et la transmission en ligne, toute forme de vidéo sur demande ou autre forme de distribution analogue, un producteur ne peut céder ou vendre des « Droits supplémentaires - Nouvelle plateforme » à une tierce partie sur le même territoire et pour la même durée consentis à un télédiffuseur ayant acheté des droits exclusifs, sans avoir obtenu au préalable le consentement de ce (ou ces) dernier(s).

3.2.5.3 Durée des droits de diffusion

Le FCT déterminera la durée maximale autorisée de toutes les fenêtres de diffusion accordées en contrepartie des droits de diffusion admissibles (Durée maximale). En vertu de ce volet, les durées maximales des périodes de diffusion avec ou sans exclusivité sont établies comme suit :

- ▶ 6 ans pour les émissions pour enfants et jeunes, les documentaires et les émissions de variétés et des arts de la scène;
- ▶ 5 ans pour les dramatiques en langue française.

La durée de la licence débute à la date prévue au contrat négocié entre le requérant et le télédiffuseur. La durée de la licence est la période de temps au cours de laquelle un télédiffuseur a le droit de diffuser une émission. Dans le cas d'une série, la durée débute à la date de diffusion du premier épisode et non à la date de diffusion de chaque épisode.

Par souci de clarté, il convient de rappeler que le début de la période d'application de la licence et la date de la première mise en ondes ne coïncident pas nécessairement. Par exemple, la durée des droits de diffusion d'un télédiffuseur peut aller du 1er septembre 2009 au 1er septembre 2013, mais le télédiffuseur peut décider que la première télédiffusion aura lieu le 15 novembre 2009. Aux fins d'admissibilité, la durée de la licence commencera le 1er septembre 2009.

Les requérants continuent d'avoir la possibilité d'incorporer des droits de diffusion d'une durée plus longue que la durée maximale prévue dans la structure financière. Toutefois, seule la portion des licences correspondant à la durée maximale sera utilisée dans tous les calculs du FCT, y compris pour l'évaluation des exigences-seuil, l'établissement des contributions permises dans l'ERT et le calcul des droits de licence supérieurs à l'accès historique. Les licences qui commencent pendant la durée maximale mais qui s'étendent au-delà seront réduites proportionnellement pour être conformes à la durée maximale permise pour chaque genre.

Les télédiffuseurs peuvent acquérir, en plus des droits de diffusion pour la durée maximale, un droit de première négociation et de dernier refus pour des créneaux de télédiffusion supplémentaires de l'émission ou du cycle autorisé. Le droit de première négociation ne peut être exercé avant la livraison de l'émission pour la première fenêtre de diffusion. Les télédiffuseurs ne peuvent acquérir de droit de dernier refus pour tout autre droit, y compris des droits pour des créneaux de télédiffusion de cycles futurs ou des droits sur des versions futures de l'émission.

Dans le cas de séries télévisées, les ententes de diffusion incluant des droits de diffusion admissibles ne peuvent contenir de clauses de droits co-terminus. Ces clauses (qui prolongent la durée des droits de diffusion existants jusqu'à la fin de la licence de renouvellement sans frais supplémentaires) sont interdites dans le contexte des renouvellements de séries, mais ces droits de diffusion peuvent conférer des droits de première négociation et/ou de dernier refus pour la prolongation des droits de diffusion des épisodes existants de la série.

4. CONFORMITÉ ET DÉCLARATIONS

4.1 Présentation des documents

Les requérants sont responsables de l'acheminement de leurs demandes au FCT et ils doivent s'assurer que le FCT reçoit tous les documents pertinents et veiller à la mise à jour des documents qui ont été modifiés. Le FCT peut exiger d'autres documents et informations pour évaluer un projet et, une fois cette évaluation terminée, pour terminer ses rapports pertinents. Dans le cadre de l'étude et de l'évaluation d'un projet, le FCT se réserve le droit de ne fonder son évaluation que sur les documents écrits et audiovisuels initiaux soumis par le requérant.

4.2 Non-conformité aux Principes directeurs

Si un requérant ne se conforme pas à ces Principes directeurs, le FCT peut rejeter la demande, révoquer l'admissibilité du projet et exiger le remboursement de toute somme consentie au requérant.

4.3 Fausse déclaration

Les conséquences liées à la déclaration de faux renseignements ou à l'omission d'informations importantes dans une demande ou à son sujet peuvent être graves. Elles peuvent être les suivantes, entre autres :

- ▶ Le projet actuel du requérant peut devenir inadmissible à un financement;
- ▶ Les productions ultérieures du requérant peuvent être inadmissibles à un financement;
- ▶ Le requérant peut devoir rembourser avec intérêts les sommes déjà consenties à titre d'avance;
- ▶ Le requérant peut faire l'objet d'une poursuite criminelle en cas de fraude.

Ces mesures peuvent être imposées au requérant ainsi qu'aux sociétés et particuliers qui lui sont apparentés, associés et affiliés (à l'entière discrétion du FCT). Les requérants dont la demande de financement est acceptée doivent signer une entente légale contenant d'autres dispositions sur les fausses déclarations, les cas de défaut et autres sujets connexes.

5. PRÉSENTATION DES DEMANDES

DATES LIMITES DE DÉPÔT DES DEMANDES

PLFEQ	Première date limite	Date limite finale
Processus sélectif	avril 2009	14 septembre 2009
SRC/RDI	1er mai 2009	7 décembre 2009

PLFEQ	Début de la période de réception des demandes	Date limite finale
Développement/Pré-développement	2 mars 2009	23 novembre 2009

Définitions des dates limites :

Première date limite

Pour les demandes déposées dans le cadre de la procédure sélective, un maximum de 75 % des fonds accordés en vertu de ce volet pour l'exercice financier pourrait être distribué aux projets admissibles soumis au plus tard à la première date limite.

Pour les demandes déposées dans l'enveloppe de Radio-Canada/RDI, des demandes admissibles représentant 75 % de la valeur de l'enveloppe doivent être déposées avant la première date limite.

Date limite finale

Pour les demandes déposées dans le cadre du processus sélectif, le solde des fonds accordés en vertu de ce volet pour l'exercice financier pourrait être distribué aux projets admissibles soumis au plus tard à la date limite finale.

Pour les demandes déposées dans le cadre de l'enveloppe de Radio-Canada/RDI, la date limite finale est le dernier délai pour le dépôt de toutes les demandes pour l'exercice financier. Toute somme de l'Enveloppe de Radio-Canada/RDI dans ce volet pour laquelle le FCT n'a pas reçu de demande complète et admissible au plus tard à la date limite finale sera transférée au fonds de réserve du FCT.

Début de la période de réception des demandes

Tous les requérants peuvent présenter des demandes de développement/pré-développement dans le cadre de ce volet à partir de la date indiquée ci-dessus.

Lieux de dépôt des demandes

L'Unité d'affaires télévision de Téléfilm Canada administre les demandes déposées dans le cadre du volet PLFEQ pour le compte du Fonds canadien de télévision.

Les requérants peuvent présenter leur demande de financement par l'entremise de eTelefilm, à l'adresse www.telefilm.gc.ca.

Les requérants peuvent également présenter leur demande de financement au FCT à l'un des bureaux de l'Unité d'affaires - Télévision de Téléfilm Canada suivants :

MONTREAL

360, rue Saint-Jacques, 6^e étage
Montréal (Québec) H2Y 1P5
Sans frais : 1-800-567-0890
Téléphone : (514) 283-6363
Télécopieur : (514) 283-8212

HALIFAX

1717, rue Barrington, bureau 300
Halifax, (Nouvelle-Écosse) B3J 2A4
Sans frais : 1-800-565-1773
Téléphone : (902) 426-8425
Télécopieur: (902) 426-4445

TORONTO

474, rue Bathurst, bureau 100
Toronto (Ontario) M5T 2S6
Sans frais : 1-800-463-4607
Téléphone : (416) 973-6436
Télécopieur : (416) 973-8606

VANCOUVER

609, rue Granville, bureau 410
Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1G5
Sans frais : 1-800-663-7771
Téléphone : (604) 666-1566
Télécopieur : (604) 666-7754

Pour des informations sur le statut de votre demande de financement, veuillez communiquer avec l'Unité d'affaires télévision de Téléfilm Canada au 1-800-463-4607.

Pour des informations sur les politiques du FCT, veuillez communiquer avec le Fonds canadien de télévision au 1-877-975-0766 ou par courriel à l'adresse suivante : fct@ctf-fct.ca.

Pour communiquer avec le Fonds canadien de télévision :

Fonds canadien de télévision
50, rue Wellington Est, 4^e étage
Toronto (Ontario) M5C 1S2
Sans frais : 1-877-975-0766
Téléphone : (416) 214-4400
Télécopieur : (416) 214-4420
fct@ctf-fct.ca

Pour de plus amples renseignements ou pour d'autres informations sur les politiques du FCT, veuillez vous rendre à : www.ctf-fct.ca.